

Déclaration liminaire **F.O.-DGFIP 60**

CTL du 18 juin 2019

Monsieur le Président,

comme tous vos homologues, au feu vert du ministre Darmanin, vous avez communiqué la carte-projet de l'Oise pour 2022. Depuis, de toutes parts, des réactions de colère, des états de sidération et des appels de détresse nous parviennent. Les collègues sont littéralement assommés par l'ampleur des dégâts, le réseau est anéanti.

Jamais on n'avait vu une réforme aussi brutale,

jamais un plan social de cette ampleur n'avait été décliné à la DGFIP

jamais on n'avait vu les agents et les cadres autant méprisés.

Bien entendu, vous jouez à la perfection le rôle écrit pour vous par le ministre dans son "Guide" : vous dites "concertation", vous insistez sur "projet", vous annoncez des "antennes" pour calmer le jeu, vous rendez compte. Pour les élus **FO**, il n'existe pas de concertation digne de ce nom qui soit tenue dans la période estivale et il s'agit bel et bien d'un passage en force, montre en main, pendant les congés.

Avec le ministre Darmanin, comme dopé par la réussite (?) du PAS, tout continue d'aller vite, même très vite. Tout est chronométré. Ainsi, notre ministre Duracell a fait en quelques heures, le 31 mai dernier, devant les journalistes, son apprentissage de garçon boucher et... il a pris goût à la découpe !

Découper un morceau de bœuf ou redessiner la carte territoriale des implantations des services de la DGFIP, il y a peu de différences, sauf que dans un cas la bête est morte, et que dans l'autre il s'agit d'Humains qui sont bien vivants ! Mais peu importe leur souffrance pour le garçon boucher, il faut faire vite pour les achever. C'est parti...

Darmanin s'entraîne avant de s'attaquer à la DGFIP



En lieu et place des 24 trésoreries actuelles, il ne resterait que 5 structures de back-office et 2 structures hospitalières. D'après de nombreuses déclarations du ministre Darmanin, il n'y aura pas d'accueil dans ces centres fermés. Sur la carte du ministre, les *"accueils de proximité"* sont des coquilles vides dans lesquelles aucun agent ne sera affecté, et aucune comptabilité ne sera tenue. En dévoilant votre projet, vous-même avez évoqué une base de 3h par semaine, donc il est évident que ce ne sont pas nos services qui feront vivre ces points de contact ! Tout au plus l'usager chanceux pourrait obtenir un visio-rendez-vous avec nos services.

Pour les SIE, vous en proposez 2 en 2022 contre 5 aujourd'hui, tout en glissant un mot sur votre ambition de regrouper toute la fiscalité professionnelle et le contrôle fiscal sur le site de Clermont. Il est donc clair qu'après l'échéance 2022, une autre suivra, et que vous en connaissez déjà quelques cibles.

Pour les SPFE, vous en annoncez 2 au lieu de 4, en reprenant la réforme suspendue.

Pour les SIP, vous en laisserez 4 au lieu de 6.

Pour tous, les suppressions d'emplois seront encore subies, dans des proportions plus importantes pouvant atteindre 15% sur 3 ans !

Pour diminuer ou anesthésier la souffrance, le garçon boucher ne veut pas nous laisser trop de temps pour réfléchir. Pour ce faire le kit de communication est réglé presque à la minute, et livré clé en main aux directeurs locaux.

Quant à l'accompagnement RH, comment y croire quand nos collègues du contrôle fiscal de Creil restent sans réponse au sujet de leur Prime de Restructuration de Service ? Quand nos collègues des RH sont saturés de travail et que la nouvelle organisation CSRH / SIA est défaillante ? Quand les ALD sont déjà malmenés aujourd'hui et qu'on lit dans votre Guide : *"A défaut d'obtenir une affectation sur un emploi vacant, l'agent sera ALD local sur la direction. Ainsi, aucun agent ne quittera son département pour suivre son poste, s'il ne le souhaite pas"* ? Les personnels ne sont pas dupes du triste sort qui les attend !

F.O.-DGFIP revendique plus que jamais le retrait de ce plan Darmanin de destruction de la DGFIP ainsi que celui du projet de loi Fonction publique qui seul rend possible une telle liquidation !

Nous appelons sur ces bases à l'unité syndicale et à la grève jusqu'à satisfaction de nos revendications.